

Le cadre conceptuel d'une analyse des vulnérabilités: le cas du Burkina Faso

6 JUIN 2013

Leonora MacEwen
IIEP-UNESCO



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



International Institute
for Educational Planning

Objectifs du projet

septembre 2011 – mai 2012

1

- Développement d'une analyse des vulnérabilités du système éducatif du Burkina Faso aux risques de désastres naturels et conflits

2

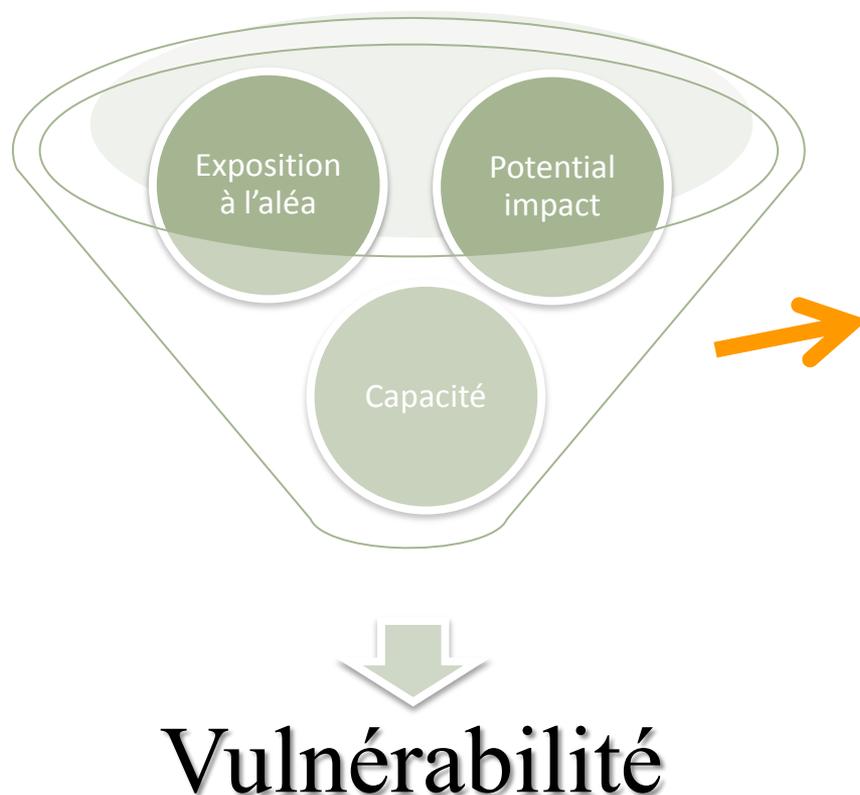
- Développement d'une stratégie pour la réduction des risques pour le secteur de l'éducation

3

- Intégration de la stratégie pour la réduction des risques dans le plan décennal de l'éducation (PDSEB)

Conceptualiser la vulnérabilité

Vulnérabilité: les caractéristiques et la situation d'une communauté ou d'un système qui le rendent susceptible de subir les effets d'un danger



Analyse de la vulnérabilité du système éducatif au Burkina Faso

- I. L'exposition de la société burkinabé et de son système éducatif aux catastrophes et aux conflits
- II. Etat des lieux: éléments de performance scolaire et d'allocation des ressources
- III. Les capacités organisationnelles et institutionnelles pour la réduction des risques du système éducatif burkinabé

1ère partie: L'exposition de la société burkinabé et de son système éducatif aux catastrophes et aux conflits

I. Les risques liés aux pluies et aux vents violents (tornades)

1.1 Risques d'impacts sur les populations

1.2 Impacts potentiels sur le système d'éducation

a) Impacts potentiels directs

b) Impacts potentiels indirects

II. Les risques de sécheresse et d'insécurité alimentaire

III. Les déplacements de population

IV. Les conflits et les violences internes

V. Les épidémies

VI. Les autres risques

VII. Les relations d'interdépendance entre les risques : les combinaisons probables



2ème partie: Etat des lieux: éléments de performance du système scolaire et d'allocation des ressources

I. Participation, accès et achèvement: de fortes disparités régionales

- 1.1 La participation scolaire
- 1.2 L'accès et l'achèvement
- 1.3 La distance à l'école
- 1.4 L'efficacité interne



II. Autres disparités : classes sociales, genre et lieu de résidence

- 2.1 Inégalités selon le niveau de pauvreté
- 2.2 Inégalités entre sexes
- 2.3 Inégalités entre lieux de résidence : zones rurales/zones urbaines

III. Distribution des dépenses éducatives

- 3.1 Dépenses globales et par élève
- 3.2 Distribution des dépenses par niveaux d'enseignement

2ème partie: Etat des lieux: éléments de performance du système scolaire et d'allocation des ressources

IV. Stratégies d'allocation des ressources aux écoles

4.1 Le processus de réalisation des infrastructures et de livraison d'équipement scolaire

- a) La planification et la budgétisation des infrastructures scolaires
- b) L'exécution des programmes de construction des infrastructures scolaires
- c) La réhabilitation des écoles

4.2 Le processus d'acquisition et de distribution des manuels scolaires

- a) Du processus d'acquisition
- b) Du processus de distribution

4.3 Le processus d'acquisition et de distribution des fournitures scolaires

4.4 Le processus de mise en œuvre des cantines scolaires

V. La stratégie de mise en œuvre pour la santé scolaire



3ème partie: Les capacités pour la réduction des risques dans le système éducatif burkinabé: un état des lieux

I. Le cadre général de prise en compte des risques

- 1.1 Cadre législatif
- 1.2 La coordination intersectorielle
- 1.3 Cadre social

II. Le cadre institutionnel de l'éducation

- 2.1 Les orientations des politiques éducatives
- 2.2 La planification sectorielle pour la réduction des risques
 - a) Identification des programmes d'action et/ou des mesures dédiées à la RRCo/C
 - i) Curricula – aspects de prévention à long terme
 - ii) Curricula – aspects de préparation aux situations de catastrophes
 - b) Formation des enseignants
 - c) Carte scolaire – aspects de prévention des risques d'impacts
 - d) Autres actions ou mesures spécifiques de renforcement
- 2.3 Les stratégies d'intervention d'urgence pour le secteur de l'éducation
- 2.4 Capacité de mobilisation des ressources financières



Développer une analyse des vulnérabilités: le processus au Burkina Faso

6 JUIN 2013

Leonora MacEwen
IIEP-UNESCO



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



International Institute
for Educational Planning

La gestion des catastrophes au Burkina Faso

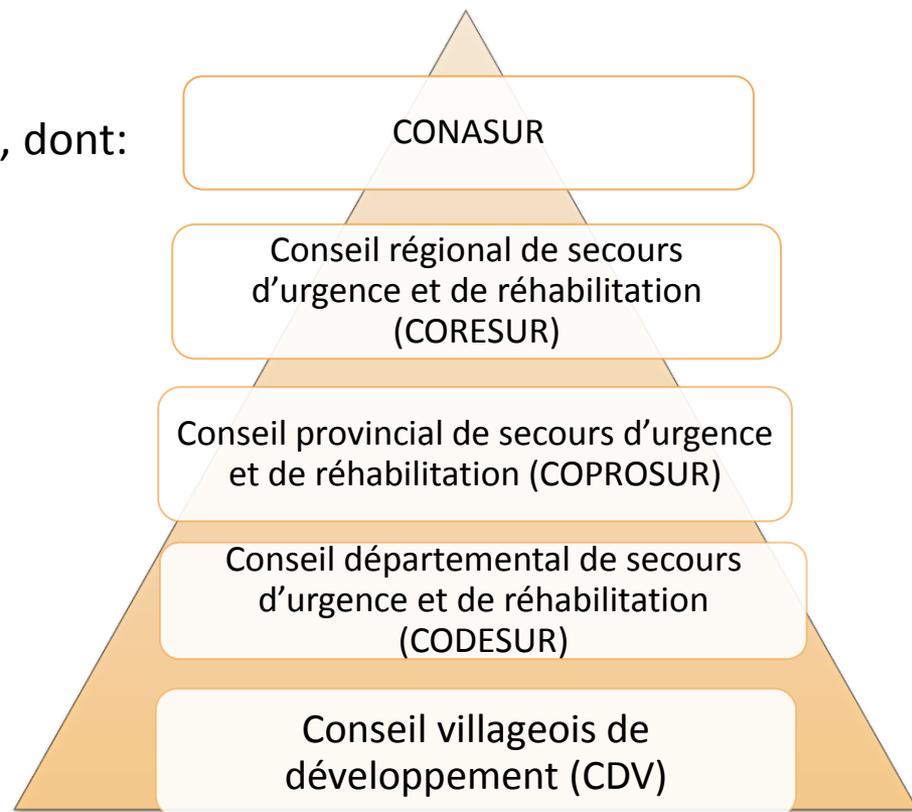
Conseil National de secours d'urgence et de réhabilitation

CONASUR (1973)



Rassemble des représentants de 10 secteurs, dont:

- santé
- nutrition
- sécurité alimentaire
- éducation**
- abris
- protection
- eau et hygiène
- télécommunications
- logistique et transport
- coordination/gestion des centres d'accueil



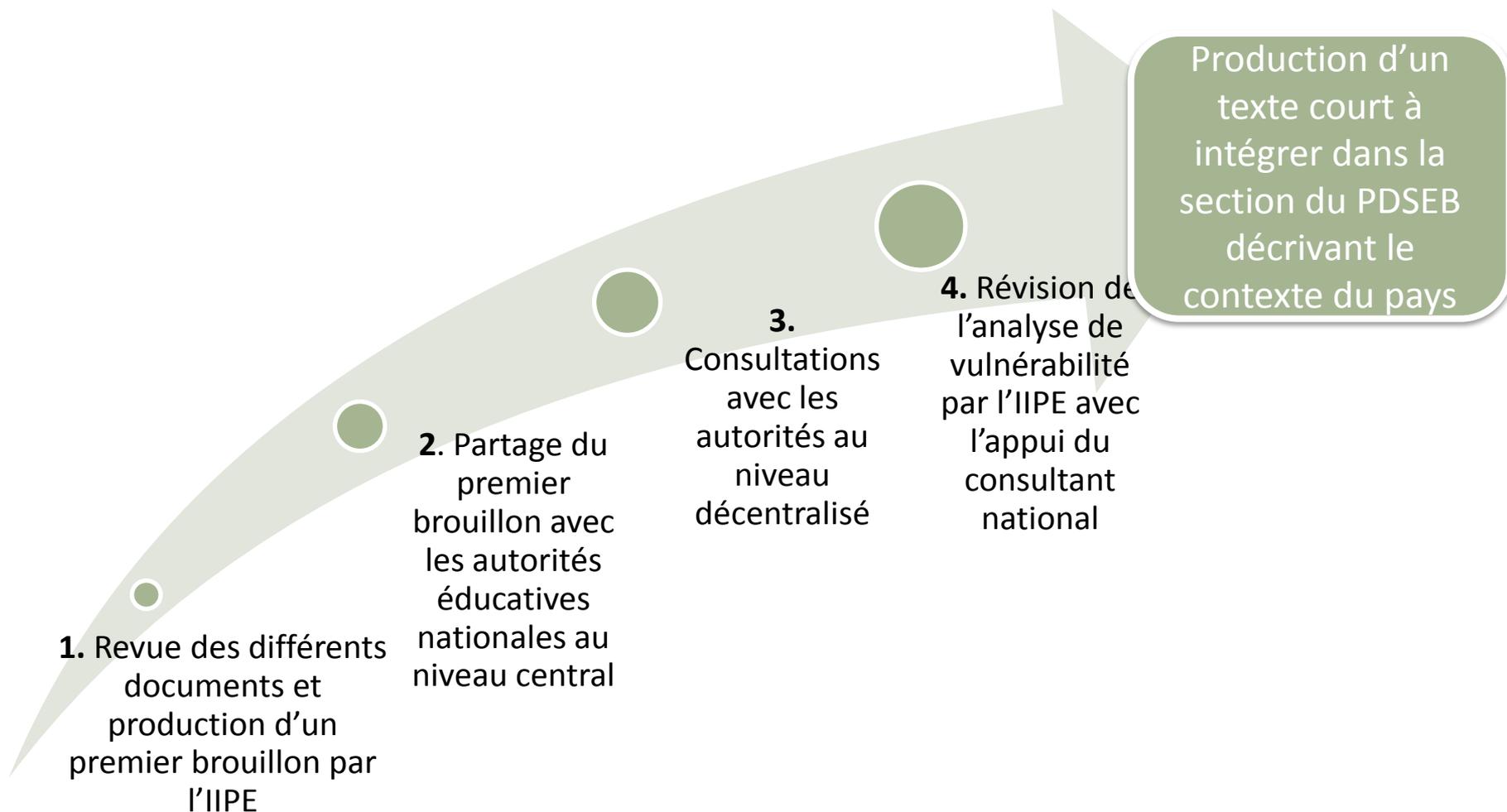
La gestion des catastrophes au Burkina Faso

Plan national de contingence multirisque (2010)

Objectifs

1. Clarifier les responsabilités entre les différents départements techniques du gouvernement et les partenaires humanitaires.
 2. Faciliter la coordination des différentes intervention et tenir compte de la cohérence entre les plans sectoriels
 3. Identifier et réduire les risques les plus probables
 4. Fournir un cadre général pour une planification conjointe concernant les risques
 5. **Intégrer les processus de prévention et de préparation des interventions d'urgence dans les plans et programmes nationaux de développement**
 6. Réduire les délais d'intervention et le nombre de vies humaines perdues
-

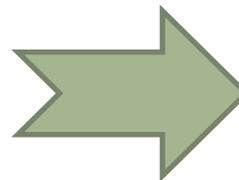
Développer une analyse de vulnérabilité: méthodologie



Développer une analyse des vulnérabilités et une stratégie de réduction des risques dans le secteur éducatif

1. Revue des différents documents et production d'un premier brouillon par l'IPE:

- Plan de contingence national (CONASUR)
- RESEN
- Brouillon PDSEB et actuel PDDEB
- OCHA
- Banque Mondiale
- FAO
- Bilan commun de pays, système des Nations Unies
- Recensement général de la population et de l'habitation



Mieux comprendre les risques auxquels est confronté le pays

2. Consultations au niveau central

Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation

DGEB

Directeur Régional de l'Enseignement de Base du Centre

PDSEB et SP/PDDEB

DAMSE/MENA

DAF/MENA

DEP/MENA

DGAENF /MENA

DG/RIEF/MENA

CNAPEP

Ministère de la Jeunesse , de la Formation professionnelle et de l'Emploi

Ministère de l'Action Sociale et de Solidarité Nationale

SG/MASSN

DEPE

DEP

Ministère de l'enseignement secondaire et supérieur

Partenaires techniques et financiers

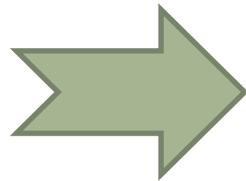
UNICEF

Save the Children

2. Consultations au niveau central, cont

Consultations autour des thèmes suivants:

- **Infrastructure**
- **Programmes scolaire**
- **Les cantines scolaires**
- **Mécanismes de réponse rapide**



- ❖ **Identifier l'impact** des crises sur chacun de ces domaines
- ❖ **Suggérer des mesures** qui pourraient être mises en place pour minimiser l'impact des crises

2. Consultations au niveau central, cont

2. Lien avec le PDSEB



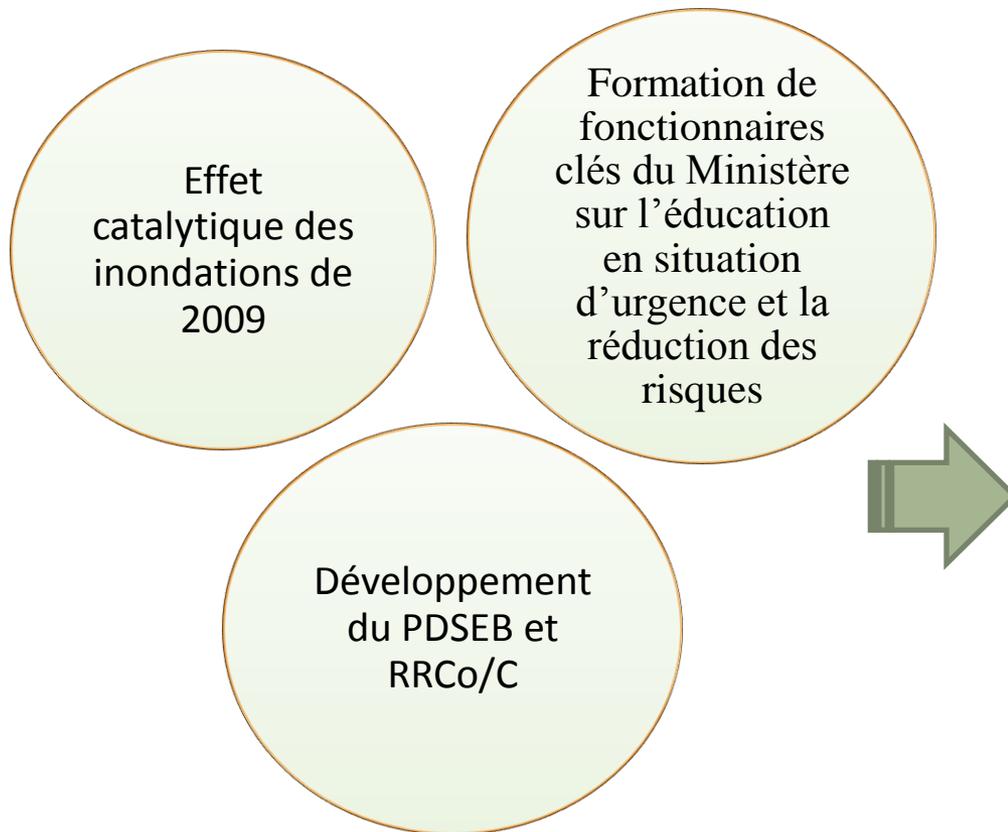
	Impacts liés aux risques
Accès	Destruction des infrastructures et équipements scolaires endommagés
	Atteinte de la limite de la capacité scolaire d'accueil des rapatriés/déplacés
	Absentéisme des élèves dû à certains facteurs épidémiques
	Interruptions temporaires sur le fonctionnement scolaire
Qualité	Affaiblissement de la qualité de l'environnement scolaire : crise nutritionnelle avec impact sur capacité d'apprentissage ; dégradation des infrastructures due à une construction défailante
	Surcharge des classes relative à l'arrivée de rapatriés/déplacés dans les zones d'accueil
	Destruction/perte des matériels pédagogiques
	Absence de prise en charge psychosociale des enfants à profil traumatique qui sont rapatriés ou victimes d'une catastrophe
	Intégration problématique des élèves rapatriés ou déplacés dans les zones d'accueil
	Stigmatisation des populations scolaires rapatriées et tensions communautaires au sein des établissements

3. Structures consultées au niveau déconcentré

- Plateau central
- Centre-Nord
- Sahel
- Hauts-Bassins
- Cascades
- Sud-Ouest

- **Gouvernorat (Président du CORESUR);**
- **Haut-commissariat ;**
- **Conseil Régional (Président du COPROSUR).**
- **DR/Agriculture et de l'Hydraulique**
- **DR/SANTE**
- **DR/MASSN (SP/CORESUR, SP/COPROSUR, SP/CODESUR);**
- **DREBA (DPEBA, CEB, Ecoles) ;**
- **CR/APE (AME, COGES).**
- **Département/Mairie (Président et vice-président)**
- **Croix-Rouge ;**
- **Associations.**

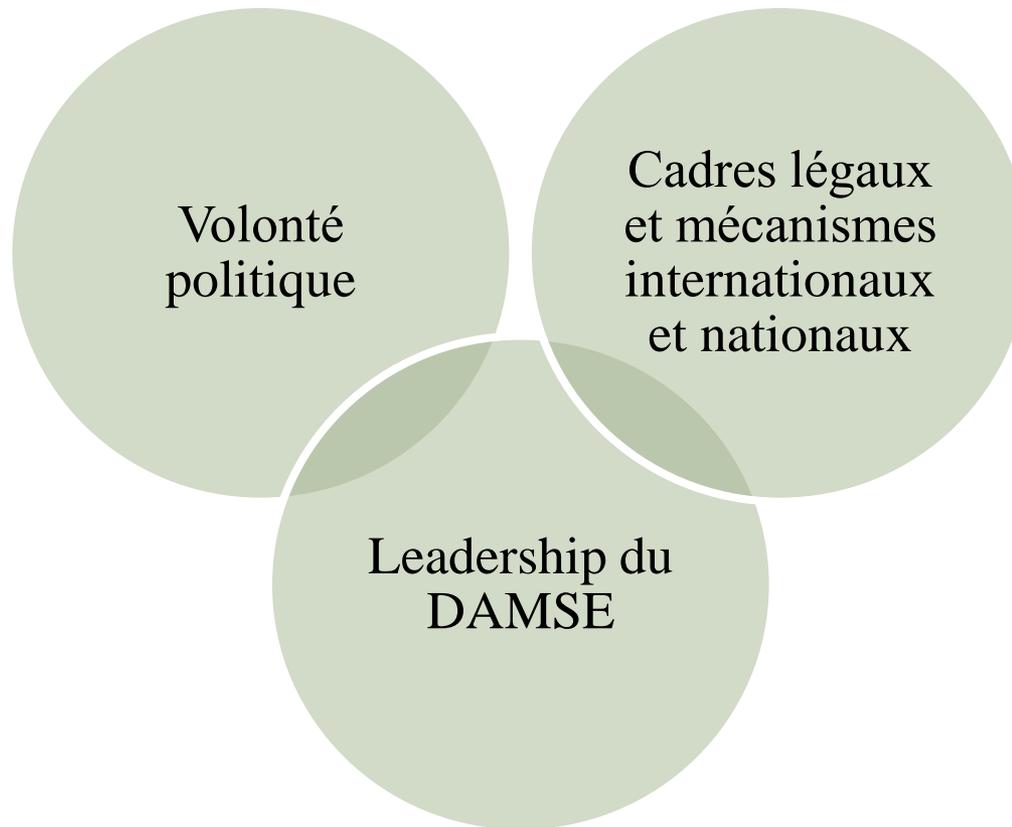
Prérequis pour l'intégration de la RRCo/C dans les processus de planification de l'éducation



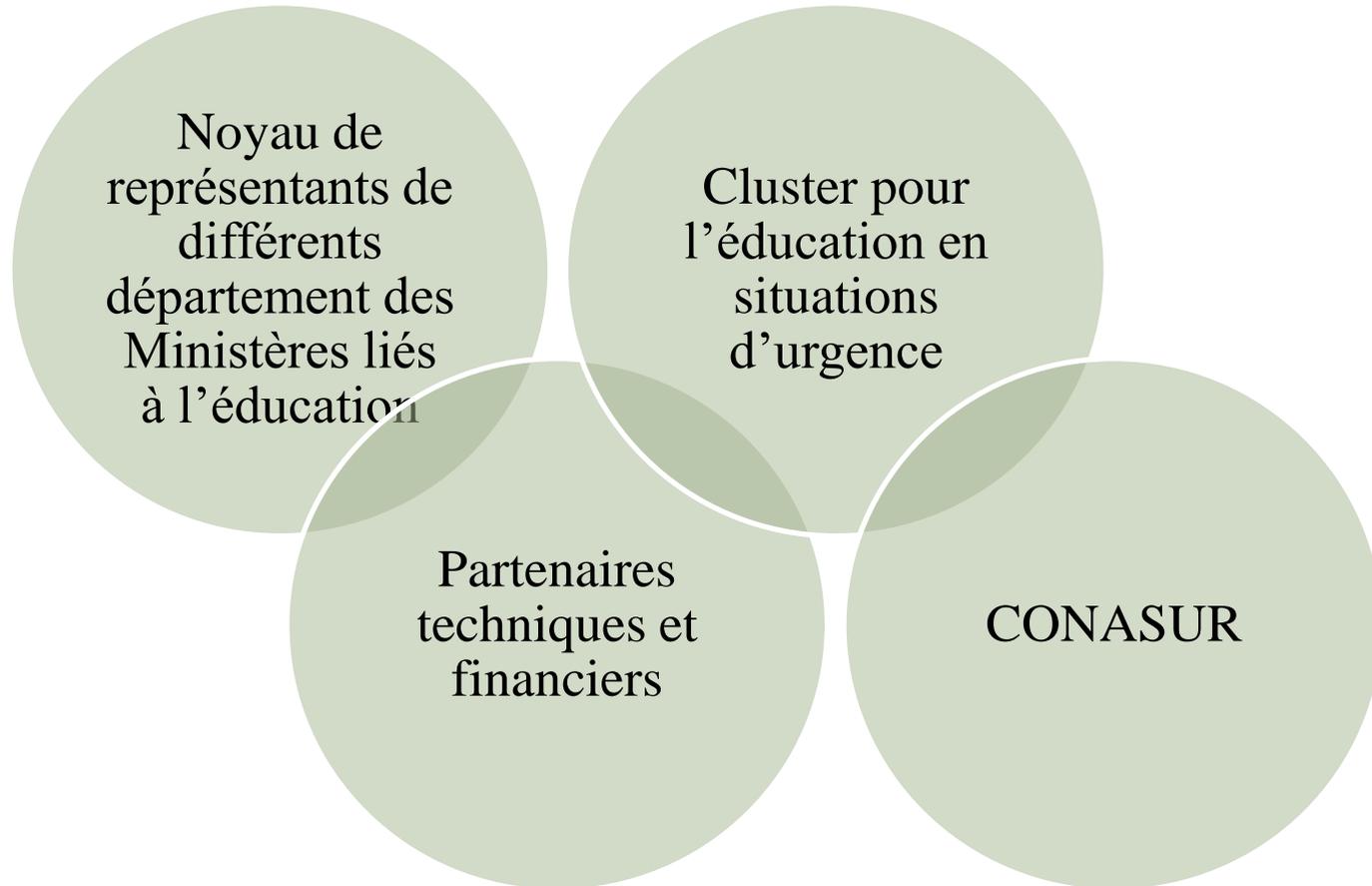
Création d'un comité spécifique pour l'éducation en situation d'urgence:

- Ministère de l'Education nationale et de l'Alphabétisation (MENA)
- Ministère de la Jeunesse, de la Formation professionnelle et de l'emploi (MJFPE)
- Ministère de l'Action sociale et de la Solidarité Internationale (MASSN)
- Ministère des Enseignements secondaire et supérieur
- Organisations internationales

Capacités **institutionnelles** nécessaires pour l'intégration des mesures de RRCo/C dans les processus de planification

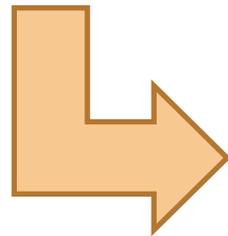


Capacités **organisationnelles** nécessaires pour l'intégration des mesures de RRCo/C dans les processus de planification



Capacités **individuelles** nécessaires pour l'intégration des mesures de RRCo/C dans les processus de planification

- Consultant national avec des compétences en RRC et une bonne connaissance du contexte du pays
- Noyau de fonctionnaires du MENA conscients de l'importance d'assurer l'éducation en situations d'urgence et du rôle de l'éducation dans la RRC



Atelier sur l'éducation en situation d'urgence facilité par l'équipe pays de l'UNICEF

Les défis du processus

Contraintes institutionnelles

- Nécessité de plaider
- Conscience de la nécessité de la RRC pas généralisée
- Ressources financières limitées

Contraintes organisationnelles

- Roulement du personnel et manque de continuité
- Lien avec le SP/PDDEB
- Difficultés préexistantes pour la coordination intersectorielle

Conclusion: opportunités et éléments à retenir

- L'information est essentielle pour la sensibilisation à certaines questions et le plaidoyer.
 - *Nécessité de développer à temps des indicateurs spécifiques et des outils de collecte de données*
- Nécessité d'encourager l'appropriation du document de stratégie par toutes les parties prenantes à tous les niveaux
 - *Promouvoir le document dans le secteur de l'éducation et dans les autres secteurs*
 - *Favoriser le partage d'expériences entre différents pays*